

Manifeste pour les élections européennes

2024



ZESUMMESTOEN.

STAND TOGETHER.

FAIRE BLOC.

déi Lénk

Sommaire

1.	L'Europe des possibles à gagner.	3
2.	La fameuse Europe sociale doit enfin prendre corps.	4
3.	Une politique climatique qui dépasse le capitalisme vert.	6
4.	Protéger l'environnement avec des mesures contraignantes.	8
5.	Une agriculture durable basée sur des prix rémunérateurs.	10
6.	Lutter contre la privatisation des universités et des hôpitaux.	12
7.	Reprendre le contrôle sur les services essentiels.	14
8.	Mener une politique économique, monétaire et fiscale de progrès.	16
9.	Réformer en profondeur les traités pour plus de démocratie.	18
10.	Renoncer à toute forme d'impérialisme.	20
11.	Démanteler la forteresse Europe et en finir avec le repli sur soi.	22
12.	Les services numériques ont besoin de règles.	24
13.	Garantir les droits des femmes et des personnes LGBTIQ+.	26



Editeur responsable: **déi Lénk – mouvement politique**

63, bvd de la Pétrusse | L-2320 Luxembourg

B.P. 817 | L-2018 Luxembourg

Téléphone : 26 20 20 72 | Email : sekretariat@dei-lenk.lu | www.déi-lenk.lu

1.

L'Europe des possibles à gagner.

La planète brûle : sous un soleil de plus en plus implacable et sous les bombes. Les inégalités se creusent, la colère populaire gronde et, faute d'alternative, les tentatives de séduction des travailleur·euses par l'extrême droite s'avèrent de plus en plus efficaces. D'autant plus que le système d'exploitation capitaliste est en faillite depuis belle lurette. C'est le constat, cela ne sert à rien de s'y attarder.

Les partis de gauche ont le devoir historique de renverser la vapeur en jetant les bases d'une Europe meilleure fondée sur l'égalité, la justice sociale, la protection de l'environnement et la solidarité. Ce n'est pas un rêve, ni une utopie émanant de cerveaux éperdument idéalistes. Bien au contraire, c'est une nécessité et nous disposons des moyens et des ressources pour la mettre en œuvre. Les politiques destructrices des années précédentes ne sont donc pas une fatalité, mais le résultat de décisions politiques les unes plus catastrophiques que les autres. Les jeunes personnes ne se contentent plus d'assister passivement à la politique des compromissions ou des petits pas. Aussi déi Lénk a-t-il décidé de miser sur une liste résolument jeune pour porter haut et fort les couleurs de l'écosocialisme, le rouge et le vert. Car la question écologique ne trouve pas de réponses si nous ne sommes pas capables de nous attaquer de front à la question sociale. Le défi principal de notre ère consiste à conjuguer les luttes pour l'habitabilité de la planète et contre les inégalités. Il est donc indispensable que la politique s'affranchisse du joug des multinationales et reprenne enfin le pouvoir pour le rendre aux citoyen·nes. Finis l'emprise des lobbys, le dumping social, le pouvoir exorbitant des multinationales et des financiers sans scrupules ! Ils s'agit de forcer le monde du business à contribuer, à briser le mythe d'un manque d'alternatives au système d'exploitation capitaliste et au cynisme néolibéral qui sont en train de sacrifier l'avenir des générations futures à l'autel de la rentabilité.

C'est cette politique aux services des actionnaires qui a dégoûté les travailleur·euses du Vieux Continent. Leurs conditions de travail se sont dégradées, leur pouvoir d'achat est parti à vau-l'eau, leurs rêves se sont brisés contre les dures lois de l'austérité budgétaire. L'extrême droite recueille les suffrages de ces citoyen·nes en attisant les braises d'une juste colère, mais sans proposer d'alternatives systémiques. C'est un jeu dangereux avec les ressentiments et les déceptions de personnes abandonnées par les élites politiques et économiques.

Seuls les partis et les mouvements de gauche portent le projet alternatif d'une Europe où le pouvoir serait rendu aux citoyen·nes, où tout le monde aurait accès aux biens et services les plus élémentaires, où l'éducation et la santé seraient un droit universel, où le logement ne serait plus un objet de spéculation, où la protection du climat et de la biodiversité ne seraient pas réduits à de vains slogans, où les travailleur·euses jouiraient de conditions de travail à la hauteur de leurs efforts. déi Lénk et sa liste résolument jeune portent ce projet d'une Europe écosocialiste, ouverte et démocratique. C'est cette Europe des possibles et des lendemains qui chantent que nous aurons à gagner en renforçant déi Lénk et les partis de gauche aux élections européennes de 2024.

2.

La fameuse Europe sociale doit enfin prendre corps.

L'Europe sociale n'est guère plus qu'une coquille vide, une belle formule dénuée de sens que l'on ressasse à l'approche des élections européennes. Ainsi, le détachement des travailleur·euses, au nom de la sacrosainte libre circulation des services, instaure une concurrence directe entre salarié·es et crée ainsi un écosystème propice au dumping social.

Pourtant, la réglementation de sécurité sociale européenne, instaurant une égalité des travailleur·euses migrant·es et des résident·es européen·nes avec les travailleur·euses nationaux·ales concernant les droits sociaux, existe encore et protège. Mais elle est systématiquement mise en question notamment par le Luxembourg, opposé à une soi-disant « exportation des prestations », comme p.ex. en matière d'allocations familiales pour enfants non-résidents de travailleur·euses résident·es ou d'indemnités pour étudiant·es de travailleur·euses frontalier·ères. S'il n'y avait pas le principe d'unanimité en matière de sécurité sociale, beaucoup de ces droits traditionnels auraient déjà volé en éclats au niveau européen.

Surtout, il n'y a plus eu depuis longtemps de véritable progrès. Les initiatives du Parlement européen et des mouvements sociaux pour faire progresser la législation européenne sont boycottées par les États. Fin 2023, la France a ainsi fait capoter la directive sur le travail de plateforme comme Uber ou Deliveroo. Un texte qui aurait permis de donner un cadre légal à un secteur économique de plus en plus important qui échappe encore au Code du travail. Par conséquent, ces plateformes multiplient les abus, impunément. Les faux indépendant·es qui se rompent l'échine pour gagner un salaire de misère sont les premières victimes de cette absence de régulation. Qu'un État membre tue dans l'œuf un projet qui aurait pu bénéficier à des dizaines de milliers de travailleur·euses est un symptôme des dysfonctionnements d'une Union économique au sein de laquelle la question sociale - et donc les droits des travailleur·euses - reste le parent pauvre.

La seule réponse à cette pratique qui favorise une détérioration des conditions de travail, est un renforcement conséquent des droits des travailleur·euses et des droits sociaux à tous les niveaux. Comme au niveau national, il faut également lutter au niveau européen pour ces droits, ensemble avec les syndicats.

La fameuse Europe sociale doit enfin prendre corps. Il faut commencer par un revenu minimum qui se trouve au-dessus du seuil de pauvreté des différents États membres, il faut ensuite réglementer le travail de plateforme et éviter la formation d'un larbinat exploitable à souhait, il faut enfin renforcer les droits de négociation des syndicats, favoriser un élan de solidarité européen entre salarié·es afin d'organiser une lutte européenne pour de bons salaires, pour une sécurité de l'emploi et pour des conditions de travail de qualité en général.

Grâce au progrès technologique, la productivité a connu des hausses spectaculaires. Les conditions technologiques pour envisager enfin une réduction du temps de travail à salaire égal sont données. Il faut toutefois veiller à ce que le progrès technologique ne crée de nouveaux instruments d'asservissement des salarié·es. Une réglementation de ces nouvelles technologies, dont l'intelligence artificielle, doit être une priorité absolue. Mais les plus grands défis pour nos sociétés et donc les travailleur·euses seront les transitions écologiques et énergétiques en matière d'emploi. Un plan d'investissement massif doit assurer la création d'emplois « verts » et la formation des travailleur·euses pour qu'aucun salarié·e n'ait à redouter les répercussions de ces indispensables transitions.

Les personnes qui ont trimé durant des décennies doivent pouvoir jouir d'une retraite décente. Les systèmes de pension publics dans les pays européens ne doivent plus être mis sous pression par des arguments de coûts, mais sont à financer par l'économie. déi Lénk s'engage pour que le droit à une pension décente devienne un droit fondamental. Si nous voulons une Europe sociale digne de ce nom, la solidarité doit en être le fondement. Et qui dit solidarité, dit accès universel à une protection sociale publique de qualité.

- 1. déi Lénk veut rompre avec la politique actuelle qui fait passer les libertés économiques avant le droit social, en demandant l'inclusion d'un Protocole de progrès social dans les Traités.**
- 2. déi Lénk luttera avec les travailleur·euses et les syndicats pour consolider et élargir le droit social européen et empêcher le dumping social entre pays en harmonisant les conditions d'accès à une protection sociale publique.**
- 3. déi Lénk s'engagera pour un renforcement du droit du travail et pour la sécurité de l'emploi dans le cadre d'une transition écologique juste, basée sur l'implication syndicale et de la négociation collective.**
- 4. déi Lénk veut garantir le droit pour tous·tes à des formations pendant le temps de travail tout au long de la vie, sans frais pour les travailleur·euses, et s'engager pour une réelle participation des salarié·es au processus décisionnel dans les entreprises.**
- 5. déi Lénk veut améliorer les conditions de travail et réduire substantiellement les périodes de travail maximales et les amplitudes en allant vers une réduction progressive du temps de travail standard au niveau européen à 32 heures par semaine à salaire constant.**
- 6. déi Lénk veut renforcer les régimes publics de retraite, déclarer comme droit fondamental le droit à une pension décente et s'attaquer à l'écart de pension entre les femmes et les hommes en instituant l'individualisation des droits de pension.**

3.

Une politique climatique qui dépasse le capitalisme vert.

La crise climatique est un des principaux enjeux politiques. C'est une affirmation qui ne tolère plus de doutes. Les rapports des scientifiques, comme celui du GIEC, sont de plus en plus alarmants et, à moins d'un changement de cap radical, il semble désormais impossible de respecter les engagements de l'accord de Paris censés limiter le réchauffement à +1,5°C.

En 2023, au lieu de baisser, les émissions mondiales de CO₂ ont atteint un nouveau record. Face à ce constat, il ne peut y avoir qu'une seule réponse : mettre fin au capitalisme vert, dont l'échec n'est plus à prouver, et initier une transition juste et démocratique vers une nouvelle économie écologique et sociale. Les dernières années ont révélé l'incompatibilité entre le système d'exploitation capitaliste et les impératifs écologiques. Remplacer des SUV à moteur thermique par des SUV électriques ne nous fera pas avancer vers une gestion durable des ressources naturelles. La politique des incitations fiscales et des subventions ne porte pas de fruits. Le marché carbone permet au Nord global de continuer sa folie émettrice tout en privant le Sud global, principale victime des dangers liés au changement climatique, des moyens de se développer.

La politique des compromis et des petits pas n'est donc non seulement insuffisante, elle est foncièrement injuste et teintée de colonialisme. Il faut par conséquent un changement de système radical si nous voulons sauver la planète tout en réduisant les inégalités sociales. déi Lénk est convaincu qu'il ne peut y avoir de réponse à la question écologique sans répondre à la question sociale.

Actuellement, nous vivons dans un système où les gros émetteur-trices - grandes entreprises et personnes fortunées - peuvent s'octroyer le luxe de polluer la conscience tranquille et à moindres frais, tandis que les salarié-es sont soumis à des taxes qui les frappent sans distinction, comme la fameuse taxe carbone. Ainsi, le capitalisme vert creuse les inégalités, sape les bases de l'adhésion populaire à la cause écologique et met à mal la solidarité internationale avec des structures qui maintiennent les pays du Sud global dans une dépendance aux relents colonialistes.

Une autre politique est pourtant possible. Dans son aveuglement idéologique, la classe politique n'ose contraindre les vrais pollueur-euses à être solidaires dans la lutte contre le réchauffement climatique. Or, c'est aujourd'hui le seul moyen de répondre à l'urgence climatique. En parallèle, une offensive d'investissements publics est indispensable pour revigorer les réseaux de transports collectifs moins polluants, reprendre le contrôle sur les réseaux d'approvisionnement énergétique ou encore mettre en œuvre un vaste plan européen de rénovations énergétiques, tout en évitant les fausses solutions comme l'énergie

nucléaire qui est chère, dangereuse et pas durable. Le budget alloué à la coopération doit avant tout servir à assurer le transfert des technologies vers le Sud afin que les pays les plus pauvres puissent se défendre contre les catastrophes en gestation.

La lutte contre le changement climatique ne peut être gagnée que si le pétrole, le charbon et le gaz naturel restent sous terre et c'est sur cet objectif que doivent se concentrer tous les efforts.

- 1. déi Lénk lutte pour une politique climatique européenne ambitieuse, qui vise la neutralité climatique pour 2045, principalement par un financement public des énergies renouvelables et une promotion conséquente de l'efficacité et de la sobriété énergétiques.**
- 2. déi Lénk insiste sur la nécessité d'une politique climatique basée sur la justice sociale, qui ne pénalise pas les couches sociales salariées.**
- 3. déi Lénk veut augmenter sensiblement les financements publics dans la transition énergétique en mettant davantage à contribution les gros pollueur·euses et les milliardaires.**
- 4. déi Lénk propose de revenir sur les libéralisations et les privatisations des réseaux de production et de distribution de l'électricité afin de faciliter la transition énergétique.**
- 5. déi Lénk veut supprimer les subventions directes et indirectes accordées aux énergies fossiles et nucléaires, fermer immédiatement les centrales nucléaires vétustes et interdire toute nouvelle exploitation de ces énergies dans l'UE.**
- 6. déi Lénk veut réduire fortement les émissions dues au transport de personnes et de marchandises en promouvant les transports en commun et le transport de marchandises par rail ou par voie fluviale.**
- 7. déi Lénk veut renforcer les normes européennes d'émission pour les automobiles neufs en attendant l'interdiction des moteurs à combustion à partir de 2035, mettre fin à la production et vente des voitures SUV de grande consommation et relancer la recherche des moteurs à très basse consommation énergétique.**

4.

Protéger l'environnement avec des mesures contraignantes.

A côté de la crise climatique, qui domine logiquement les débats, il en existe une autre, moins médiatisée, mais tout aussi menaçante : c'est la crise de la biodiversité. Des espèces de faune et de la flore se meurent et nous continuons d'arroser nos champs de produits phytosanitaires dont la dangerosité est établie, de détruire nos zones humides et nos forêts riches en habitats divers qui captent les gaz à effet de serre, de bétonner comme si nous disposions d'une surface à bâtir illimitée et de verser nos déchets plastiques et substances chimiques dans la nature et les océans pour les réingurgiter avec un plateau de fruits de mer.

Tout comme le climat, la biodiversité souffre d'un système politique qui mise sur les incitations et refuse de prendre des mesures contraignantes pourtant indispensables pour mettre fin à l'hécatombe. Une politique cohérente et efficace passe par l'imposition de critères sociaux et environnementaux forts aux entreprises. C'est de cette manière seulement que nous pouvons atteindre l'objectif d'une réduction drastique des déchets plastiques et des substances chimiques pour empêcher la disparition des pollinisateurs et assurer le bien-être environnemental en général.

L'Union européenne doit secouer le joug des multinationales avec leur armée de lobbyistes qui ont depuis longtemps infiltré les couloirs de la Commission et du Parlement européen.

En effet, les initiatives prises dans les institutions de l'Union sont, au départ, souvent progressistes, mais c'est durant le processus législatif que les textes sont édulcorés, notamment à cause de lobbyistes grassement payés par les multinationales. L'action des lobbys a par exemple empêché l'Union européenne de réglementer efficacement les emballages en plastique ou bien d'interdire une fois pour toutes l'herbicide glyphosate, qui continue de faire des ravages sanitaires.

A côté d'une réglementation plus stricte et contraignante pour le secteur privé, le secteur public doit assumer sa part de responsabilité et reprendre le contrôle dans certains domaines clés. Ainsi, des biens communs, comme l'eau ou l'énergie, doivent retourner dans le giron public et être gérés de manière participative et démocratique. C'est l'unique moyen de neutraliser les forces néolibérales qui accaparent ces biens pour les exploiter et d'y garantir un accès universel. Une utilisation responsable de ces ressources doit toutefois être garantie, par exemple à travers l'échelonnement du prix de l'eau, qui permettra que ceux et celles qui gaspillent la précieuse ressource, paient le prix fort.

Afin de mieux faire comprendre les questions environnementales, déi Lénk mise aussi sur l'éducation dans un sens très large. A côté d'une sensibilisation aux enjeux écologiques dès le plus jeune âge, l'écologie et notamment la justice environnementale doivent faire partie du cursus scolaire dans toutes les écoles primaires de l'Union. Et enfin, il faut construire un réseau européen de recherche dédié aux enjeux écologiques.

- 1. déi Lénk veut renforcer les critères sociaux et environnementaux imposés aux entreprises domiciliées dans l'UE pour l'exploitation de ressources sur le territoire européen et veiller à ce que les ressources importées dans l'UE soient exploitées dans des conditions similaires.**
- 2. déi Lénk veut enrayer la disparition des espèces et renforcer la protection de la biodiversité, notamment en sortant urgemment des pesticides comme le glyphosat, des néonicotinoïdes et de la commercialisation des organismes génétiquement modifiés.**
- 3. déi Lénk veut renforcer la protection de la nature en élargissant le réseau Natura 2000, initiative européenne de protection naturelle, notamment en rendant le cadre plus restrictif au niveau de l'autorisation de projets impactant ces zones de protection.**
- 4. déi Lénk veut renforcer la stratégie européenne contre la pollution plastique avec une réduction sensible de la fabrication et de l'utilisation du plastique et en renforçant la lutte contre les micro-plastiques.**
- 5. déi Lénk veut promouvoir l'éducation et la recherche environnementales.**

5.

Une agriculture durable basée sur des prix rémunérateurs.

Le début de l'année 2024 a vu éclater l'ire des agriculteur·trices au grand jour. A travers l'Europe, ceux et celles qui cultivent nos terres et remplissent nos assiettes vivent au bord du gouffre financier et continuent de faire un travail jadis noble mais désormais dénué de sens après des décennies d'une politique agricole commune qui a misé coûte que coûte sur la productivité et a instauré le servage du monde agricole par ses subsides insidieux.

déi Lénk veut mettre fin à cette politique aberrante qui cuit à petit feu et les agriculteur·trices et l'environnement. Car la politique agricole est un levier majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité. déi Lénk milite pour une sortie urgente des pesticides, des néonicotinoïdes et des OGM. Il faut détruire le monopole des grandes entreprises agro-alimentaires sur les semences. Ceux-ci ne nuisent pas uniquement au rendement des agriculteurs mais renforcent aussi la monoculture nuisible à l'équilibre écologique.

Actuellement, les subventions de l'Union sont calculées en fonction de la surface agricole cultivée. Ce système est incompatible avec une approche agroécologique. Il faut donc réorienter le flux des subventions vers des petites exploitations respectueuses de l'environnement et garantir des emplois durables et bien rémunérés.

Le volet de la formation et la garantie d'un prix rémunérateur sont indispensables pour pallier le manque de vocation dans ce secteur d'activité crucial qui, s'il reposait sur des bases saines, pourrait assurer notre souveraineté alimentaire. Il est donc indispensable de réguler les marges notamment de la grande distribution qui met le couteau à la gorge des agriculteur·trices. Au lieu de mettre les agriculteur·trices européens en concurrence avec les exploitations gigantesques et peu régulées du monde entier, en signant des accords de libre-échange à tour de bras, la politique agricole commune doit protéger nos agriculteur·trices, la santé des consommateur·trices et l'environnement en misant sur les circuits de production courts, la consommation locale ou régionale et la transition vers le bio. En même temps, il faut aussi mettre fin à l'exportation de produits agricoles subventionnés vers les marchés du Sud global, dans la mesure où elles détruisent l'agriculture locale dans ces pays.

Une telle approche, conjuguée à un meilleur étiquetage, aurait également le mérite de redorer le blason de l'agriculture et de garantir une meilleure protection des consommateur·trices. Il est temps que l'Union européenne s'attaque de front au mal-être du monde paysan. Si ceux et celles qui nous nourrissent sont obligé.e.s de se surendetter pour se conformer aux exigences d'une politique agricole qui n'est à la hauteur ni des enjeux environnementaux, ni des enjeux sociétaux, cette politique est un échec cuisant.

Il est urgent de s'affranchir des dogmes productivistes et de remettre l'humain et la nature au centre de la politique agricole. Au lieu de favoriser d'immenses exploitations avec un cheptel démesuré, il faut réduire la taille des exploitations et favoriser la culture de plantes plutôt que l'élevage intensif qui nécessite une surface importante pour cultiver des céréales impropres à la consommation humaine. Les coopératives agricoles sont à encourager comme alternative aux exploitations industrielles. De cette façon le bien-être animal augmentera considérablement, les surfaces seront utilisées plus durablement et plus intelligemment et nous gagnerons en souveraineté alimentaire tout en réduisant la consommation de viande.

- 1. déi Lénk veut établir un modèle de politique agroécologique basé sur une agriculture écologiquement durable, garantissant des revenus équitables aux agriculteur·trices et une alimentation de qualité, tout en mettant fin au processus de concentration de la terre et à la dominance de l'industrie agro-alimentaire.***
- 2. déi Lénk veut garantir un prix rémunérateur aux producteur·trices tout en préservant le pouvoir d'achat des consommateur·trices, notamment en limitant les marges des intermédiaires et en protégeant le marché européen des importations agricoles provenant d'exploitations intensives outre-mer qui ne respectent pas les normes environnementales européennes.***
- 3. déi Lénk veut renforcer la formation en agriculture paysanne, faciliter l'accès des jeunes et ceux qui entament une réorientation professionnelle à l'installation ou à la reprise d'une ferme, tout en reconnaissant et valorisant le rôle de la femme au sein des exploitations familiales.***
- 4. déi Lénk veut protéger les animaux en instaurant au niveau européen une réglementation contraignante en matière de traitement des animaux.***
- 5. déi Lénk veut favoriser et subventionner des réseaux de production, de distribution et de consommation locaux et régionaux économiquement et écologiquement soutenables.***

6.

Lutte contre la privatisation des universités et des hôpitaux.

En 2020, nos systèmes de santé ont été secoués par la déferlante Covid-19. Ces longs mois, où la morosité des confinements successifs passait le relais à la peur d'une nouvelle variante potentiellement plus mortelle, ont été l'argument le plus convaincant en faveur d'un système de santé publique robuste et d'une recherche publique de qualité.

Si nous avons collectivement réussi à surmonter cette crise majeure, c'est parce que les hôpitaux publics ont tenu le choc et parce que l'argent public a permis aux chercheurs d'organiser une riposte rapide et efficace. Ainsi, des vaccins ont pu être élaborés en un temps record. Les pays qui, au nom du dogme de l'austérité, avaient démantelé le système de santé public ont eu plus de difficultés à gérer cette crise sans précédent. Manque de lits, personnels en surmenage constant, pénurie de matériel ont contribué à alourdir le bilan pandémique.

Bien que les vaccins les plus efficaces aient été élaborés par des entreprises privées, celles-ci n'auraient pu y parvenir sans les avancées scientifiques réalisées dans des instituts publics. Si le développement des vaccins avait pu être mené entièrement dans des universités publiques indépendantes, peut-être que nous aurions pu éviter les infructueuses discussions sur la levée des brevets afin de garantir un accès universel et nous aurions certainement échappé aux prix exorbitants facturés par l'industrie pharmaceutique. Un système de santé publique vigoureux et des investissements publics massifs dans la recherche sont les deux ingrédients qui permettent de surmonter une pandémie et d'assurer des soins de qualité en temps normal. Ce constat est sans appel.

En cette année 2024, les applaudissements pour les travailleur-euses de la santé demeurent un lointain souvenir. Le démantèlement des services publics continue comme si de rien n'était. Les vagues de privatisations successives aboutissent à une société de deux classes : celles et ceux qui peuvent se payer l'accès à des soins et à une éducation de qualité et celles et ceux qui ne le peuvent pas.

Il incombe aux mouvements de gauche de mener la lutte contre la privatisation des universités et des hôpitaux, d'exiger un accès universel et gratuit à des soins et une éducation de qualité, de demander une augmentation conséquente des budgets alloués à la recherche et à l'éducation, de s'engager pour des universités publiques indépendantes du monde des affaires et des intérêts financiers. Le programme Erasmus, dont le succès n'est plus à démontrer, doit être facilité notamment en adaptant les bourses aux frais réels basés sur les coûts de la vie.

Mais ce ne sont pas que les hôpitaux et les écoles qui pâtissent de l'influence grandissante des intérêts financiers privés, mais aussi le logement. Le Luxembourg, bien que sa situation soit particulière, est loin d'être le seul pays embourbé dans une profonde crise du logement. De grands fonds d'investissement utilisent la pierre comme objet de spéculation. Les prix flambent, une partie grandissante des gens sont exclus du marché. Il faut une initiative européenne pour combattre la spéculation immobilière et mettre en place un vaste programme de financement pour soutenir la construction et la rénovation énergétique.

- 1. déi Lénk veut établir des exigences européennes pour la qualité des systèmes de santé et garantir l'accès universel à un système de santé public et gratuit basé sur la sécurité sociale solidaire, tout en rejetant la commercialisation du secteur de la santé.**
- 2. déi Lénk veut augmenter les budgets européens alloués à l'éducation et la recherche publique en excluant les financements provenant de lobbies et de multinationales défendant des intérêts purement commerciaux.**
- 3. déi Lénk veut combattre la privatisation des universités et écoles en Europe et instaurer la gratuité et le libre accès à l'université en Europe.**
- 4. déi Lénk veut développer le programme Erasmus en permettant le libre choix des universités, en adaptant les bourses aux frais réels basé sur le coût de la vie et en prévoyant une plus grande liberté de choix des cours.**
- 5. déi Lénk veut garantir un droit d'accès universel en matière de logement et lutter contre la spéculation immobilière au niveau européen.**
- 6. déi Lénk veut mettre en place des programmes d'investissement européens et nationaux dans la construction et dans la rénovation énergétique de logements.**

7.

Reprendre le contrôle sur les services essentiels.

Depuis les années 1980, une vague de libéralisation a ravagé les services publics. Trains, poste, aviation n'en sont que quelques exemples. Les entreprises privées se sont engouffrées dans cette brèche et ont vidé ces services de leur substance afin de satisfaire la voracité de leurs actionnaires. A la fin de ce processus il ne reste qu'une structure évidée tout juste capable de remplir un service minimum. La perte du contrôle public sur les biens communs que sont l'eau et l'énergie est catastrophique dans une situation écologique, économique, sociale et géopolitique hautement inflammable.

Soumis aux lois du marché, les prix de ces services et biens essentiels ont tendance à s'envoler. Les personnes avec des revenus faibles ou moyens doivent encaisser la perte de pouvoir d'achat dévastatrice ou renoncer à ces services, tandis que les actionnaires se remplissent les poches. Ainsi, l'accès à des services et des produits de base est compromis. La vague de libéralisation a également transformé des millions d'emplois stables et bien rémunérés de la fonction publique en emplois souvent précaires. S'y ajoute qu'une fois libéralisés, ces services d'intérêt public deviennent victimes de la logique de maximisation des profits. Les conséquences sont particulièrement visibles en relation avec la libéralisation du marché de l'énergie, où la transition vers une énergie verte est ralentie par l'impétuosité du diktat de la rentabilité.

déi Lénk s'engage pour une réappropriation publique de ces services et pour une planification démocratique, participative et non marchande qui permettra de relever à la fois les défis du changement climatique et de la question sociale. Le contrôle public seul pourra garantir un accès universel et des emplois de qualité. Dans le même but, nous proposons la constitution de services publics forts au niveau européen, par exemple une entreprise européenne des chemins de fer. L'éducation et la recherche doivent aussi redevenir des services publics à part entière et les fruits de la recherche doivent être des biens communs dont la valeur ne peut être monnayée.

Parallèlement à cette offensive de revitalisation des services publics moribonds, déi Lénk milite en faveur d'une réindustrialisation de l'Europe, particulièrement dans les secteurs stratégiques et dans les secteurs produisant des biens essentiels. L'Union européenne ne peut plus se permettre d'être l'otage de chaînes d'approvisionnement aléatoires soumises aux soubresauts géopolitiques qui agitent les quatre coins du globe. S'il n'y a qu'un enseignement à retenir des années de pandémie, c'est bien celui-là. C'est pour cette raison également, et pour ne pas laisser le développement de nouvelles technologies salutaires à d'autres, que l'UE doit œuvrer à la relocalisation de la production de produits indispensables ou stratégiques comme les médicaments, les semi-conducteurs ou les panneaux solaires.

Dans ce contexte, l'Europe doit aussi réaffirmer sa position en matière de progrès scientifique. Il faut renforcer la recherche universitaire dans le progrès technologique vertueux, celui qui améliore les conditions de vie des humains et la préservation de l'environnement. Des progrès qu'il s'agit d'ailleurs de partager avec l'humanité tout entière.

- 1. *déi Lénk veut rompre avec la logique et les pratiques de libéralisation des services publics et remettre la gestion des biens et services essentiels sous l'autorité publique.***
- 2. *déi Lénk veut soutenir en Europe une politique de réappropriation publique de l'approvisionnement en eau et en énergie, des services de poste et de télécommunication, des chemins de fer, de l'aviation, de la gestion des déchets, ainsi que de l'éducation et de la recherche.***
- 3. *déi Lénk veut favoriser la constitution de services publics au niveau européen et notamment dans le secteur des transports publics.***
- 4. *déi Lénk soutient l'interventionnisme d'État en faveur d'une réindustrialisation de l'Europe, particulièrement dans les secteurs stratégiques (production de médicaments, de semi-conducteurs, de panneaux solaires, etc.).***

8.

Mener une politique économique, monétaire et fiscale de progrès.

En réponse à la crise financière et économique de 2008, l'élite politique et économique de l'Union européenne a réagi en imposant une cure d'austérité dont la nocivité n'est désormais plus à prouver.

Les États membres les plus endettés ont été mis sous la tutelle de technocrates européens qui les ont sommés de lutter coûte que coûte contre le déficit pour obéir au dogme de l'équilibre budgétaire. Des coupes claires dans les retraites, une dégradation de la sécurité sociale en général, des services publics démantelés, d'importantes parties de l'infrastructure vendues en sont les résultats. La Grèce a ainsi été dépecée et sa charogne abandonnée à la vermine de l'extrême droite. D'autres pays, comme l'Italie, ont connu des sorts similaires. Cette austérité impitoyable, qui a empêché les États d'investir, est à l'origine d'une montée du chômage, de la précarité et des inégalités, dont nous souffrons encore aujourd'hui. Cette cure d'austérité a accéléré la croissance des inégalités.

Devant l'incapacité des financier-ières privé-es au cours des trente dernières années à dépasser leur objectif du profit maximal pour réagir à la crise climatique et à la perte de la biodiversité, et devant la montée inexorable des inégalités sociales, un regain d'influence fondamental des pouvoirs publics et de la planification démocratique et participative de l'économie est crucial pour préserver un environnement viable et pour enrayer la pauvreté. déi Lénk milite pour que le dogme de l'austérité soit enfin relégué au pourrissoir bien rempli des fausses bonnes idées. Le fameux pacte de stabilité, le principal outil de coercition néo-libéral, doit être transformé en pacte pour le développement économique, social et écologique fondé sur le principe de la justice sociale.

Cela commence par une redéfinition du rôle de la Banque centrale européenne qui doit devenir le principal outil d'une offensive d'investissements publics à la fois sociaux et écologiques. Elle doit être chargée de soutenir les États membres dans cette direction en ouvrant la possibilité de leur prêter de l'argent, sans passer obligatoirement par les marchés financiers. La monnaie est appelée à redevenir un bien commun, en la soustrayant à la logique exclusivement marchande et permettre qu'elle soit gérée par les forces vives élues et non par des technocrates. La BCE devrait notamment pouvoir choisir les titres au refinancement suivant des critères écologiques et sociaux et pénaliser les titres des entreprises polluantes via une décote et un taux d'intérêt plus élevé lors du refinancement.

Mais il y a un autre cancer qui ronge les fondements de la solidarité de l'Union : la concurrence fiscale. Pour s'assurer les bonnes grâces des grandes entreprises censées apporter dans leur sillage emplois et richesses, les États surenchérissent les uns sur les autres pour fixer des taux d'imposition indécents. Dans certains pays, parmi lesquels le Luxembourg, les taux effectifs flirtent sans vergogne avec un zéro tout rond. Il en découle un manque de recettes pour mener une politique sociale et environnementale ambitieuse. L'Union européenne doit supprimer la règle de l'unanimité en matière fiscale, ce qui lui permettra de légiférer pour mettre fin au dumping fiscal et lutter contre les insidieux dispositifs des paradis fiscaux.

La génération des ressources publiques nécessaires passe par une harmonisation de la politique fiscale vers le haut. La soumission des entreprises multinationales et notamment des GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) à un taux et une base d'impôt réels vérifiables et minimaux dans tous les pays de l'Union européenne devra figurer à l'ordre du jour de la politique fiscale européenne future. Il faudra viser une assiette commune consolidée en Europe pour l'impôt des sociétés tout en respectant les spécificités des États membres.

Une régulation plus stricte des marchés financiers serait le troisième pilier d'une refonte de la politique économique, monétaire et fiscale. Pour éviter les dérives du passé récent, les principaux assureurs et instituts financiers privés doivent enfin passer sous contrôle public. Ainsi, l'UE pourra imposer des règles éthiques et interdire par exemple la spéculation avec les aliments, les êtres vivants, l'eau et la terre.

- 1. déi Lénk veut abolir les mesures d'austérité budgétaire et remplacer le pacte de stabilité par des pactes de développement économique, social et écologique solidaire axés sur la lutte contre les inégalités sociales et contre le changement climatique.**
- 2. déi Lénk veut redéfinir le rôle et le cadre d'action de la BCE et des banques centrales de l'UEM afin de soutenir une politique sociale et environnementale ambitieuse.**
- 3. déi Lénk veut mettre en place un impôt européen sur les riches pour financer les investissements essentiels à la réduction de la pauvreté et aux transitions environnementales et sociales.**
- 4. déi Lénk veut abandonner la politique de la concurrence fiscale entre États membres et la remplacer par une harmonisation fiscale vers le haut, notamment en soumettant les entreprises multinationales à un taux et une base d'impôt réels, vérifiables et minimaux dans tous les pays de l'Union européenne.**
- 5. déi Lénk veut introduire une taxe sur les transactions financières afin de financer une partie de la transformation écologique et lutter efficacement contre l'évasion fiscale et financière.**
- 6. déi Lénk veut réguler les marchés financiers pour prévenir une nouvelle crise financière et soumettre les marchés financiers à des règles éthiques strictes.**

9.

Réformer en profondeur les traités pour plus de démocratie.

A chaque scrutin européen, les responsables politiques de l'Union européenne redécouvrent le « citoyen ». Un terme qui dissout utilement le demi-milliard de personnes peuplant le Vieux Continent en un concept aux contours flous et donc peu saisissable. Ce qui permet d'en parler de manière tout aussi vague. Ce fameux « citoyen », qui ne correspond à aucune réalité tangible, il faudrait le remettre au centre du projet européen, être à son écoute, l'intégrer davantage dans les processus décisionnels. C'est l'antienne qu'on nous chante tous les cinq ans. Évidemment, plus personne ne tombe dans le panneau d'un discours dont la simplicité confine à l'effronterie la plus crasse.

Les traités protègent la politique néolibérale des élites et ne favorisent pas la démocratie, c'est un fait établi. Il existe la nécessité d'une réforme en profondeur incluant une assemblée populaire et instaurant notamment un processus décisionnel démocratique. Le Parlement européen, seule institution démocratiquement élue de l'UE, en est en même temps la plus faible. Pour déi Lénk, il va de soi que le siège de la légitimité démocratique doit être renforcé, jouir d'un droit d'initiative législative, élire la Commission, jouer un rôle prépondérant dans l'élaboration du budget et assumer le contrôle de la Banque centrale. Il en découle que la Commission doit surtout agir en fonction des décisions du Parlement, tandis que le Conseil, où les initiatives les plus progressistes sont régulièrement mutilées et vidées de leur sens, doit perdre de son pouvoir. Nous sommes également d'avis que la présidence de la Commission européenne ne peut être exercée que par une personne démocratiquement élue lors des élections européennes.

En matière de participation directe il y a également du pain sur la planche. Si ce fameux citoyen, qui est l'objet des abstractions éloquentes d'élites bruxelloises déconnectées, doit prendre corps, le fonctionnement de l'UE doit changer en profondeur. D'abord, la participation directe doit être étendue à l'élaboration des règles européennes en donnant la possibilité aux populations d'exprimer leurs préférences par rapport aux grandes orientations politiques. En même temps, le lobbying excessif doit enfin être endigué en le règlementant de façon efficace. Celui-ci favorise les intérêts des grandes entreprises et des groupes d'intérêt particuliers au détriment de l'intérêt général. Il permet aux intérêts privés et industriels de façonner les lois et règlements à leur avantage, compromet l'intégrité du processus démocratique et mine la confiance du public dans le gouvernement.

Ensuite, par le biais d'une interprétation extensive du principe de subsidiarité, il faut rendre de l'autonomie aux régions et ainsi rapprocher l'Union de ses citoyen·nes. Une telle approche sous-entend évidemment une décentralisation. Les parlements nationaux devraient systématiquement être consultés avant toute prise de décision importante dans le Conseil européen et dans le Conseil des ministres. Aussi faut-il s'assurer que la coopération transfrontalière fonctionne, car les régions ne se cantonnent pas aux limites d'un territoire national. La Grande Région, qui rassemble les territoires de quatre pays différents, en est un exemple parfait.

Aux frontières de l'Union, des pays se pressent pour y entrer. Or l'élargissement est fondé sur des règles strictes qui doivent être respectées. Aucun pays ne peut prétendre à l'adhésion s'il bafoue l'État de droit, s'il foule aux pieds les droits des minorités ou les droits humains en général. Par conséquent les promesses d'élargissement doivent y insister.

- 1. *déi Lénk rejette l'orientation néolibérale des traités fondamentaux actuels et prône une réforme des traités de façon à mettre le progrès et la justice sociale, ainsi que la protection environnementale au centre des préoccupations, tout en réaffirmant la souveraineté populaire avec un renforcement du processus décisionnel démocratique.***
- 2. *déi Lénk affirme la suprématie du Parlement européen et des Parlements nationaux, seules institutions bénéficiant d'une légitimité démocratique.***
- 3. *déi Lénk veut renforcer la participation directe des citoyen·nes à l'élaboration de règles européennes, notamment en renforçant les initiatives citoyennes européennes.***
- 4. *déi Lénk veut lutter efficacement contre le lobbying excessif et favoriser la transparence des instances.***

10.

Renoncer à toute forme d'impérialisme.

Toutes les guerres mènent au désastre humain et doivent cesser. Plutôt que de miser sur une folle course aux armements qui engloutit des sommes gigantesques, il est indispensable que l'UE renforce son réseau diplomatique et s'engage pour un règlement pacifique et négocié des conflits. Le conflit en Ukraine, déclenché par l'agression russe condamnable à tous les égards, en est un exemple. Le fatalisme qui règne entre-temps en Europe par rapport à la souffrance humaine et aux destructions en Ukraine doit être remplacé par des initiatives diplomatiques fortes pour en arriver enfin à un cessez-le-feu.

La militarisation tous azimuts ne rend pas la planète plus sûre. Il faut au contraire limiter les dépenses militaires au minimum nécessaire pour une politique et une stratégie militaire purement défensive et œuvrer en faveur d'un système de sécurité collective en Europe qui soit indépendant de l'OTAN et donc des États-Unis. Nous nous opposons à la participation de l'Union européenne à des interventions militaires en dehors de l'Union européenne, à moins qu'il n'y ait un mandat légitime de l'ONU, et revendiquons la dénucléarisation totale de la planète. Ces revendications vont de pair avec l'interdiction stricte de vendre des armes à des pays belliqueux ou des gouvernements qui ne respectent pas les droits humains. La diplomatie, l'aide humanitaire et la solidarité internationale sont toujours à privilégier aux dépenses militaires. L'industrie militaire d'Europe ne doit pas s'enrichir avec la souffrance et la douleur de populations civiles innocentes.

Pour prévenir les futures guerres à l'échelle planétaire, il faut renoncer à toute forme d'impérialisme politique, économique et militaire et défendre les droits humains et le droit international dans le monde, sans paternalisme et sans deux poids deux mesures. Cela vaut notamment pour le conflit israélo-palestinien, où l'UE doit enfin utiliser son poids économique et diplomatique pour aboutir dans les meilleurs délais à une solution à deux États avec à la clé une reconnaissance de l'État de Palestine. D'ailleurs la solution à deux États n'est pas la seule envisageable, on peut également imaginer un unique État laïque et démocratique, où tous les habitants bénéficieraient des mêmes droits, quelle que soit leur ethnicité, religion, genre, etc. Toute décision doit toutefois se faire avec la participation et l'approbation du peuple palestinien.

La coopération internationale, le dialogue et la reconnaissance de la diversité doivent remplacer les fantasmes d'hégémonie et d'exploitation. Ainsi, l'UE doit arrêter d'imposer ses choix économiques à d'autres pays comme elle le fait notamment par le biais de traités de libre-échange. La politique commerciale en place est un outil néocolonial qui sert avant tout les intérêts de grandes multinationales. Elle doit être remplacée par une politique commerciale coopérative basée sur des standards sociaux et environnementaux élevés. L'actuel débat autour du devoir de diligence, obligation de veiller au respect des droits humains et de l'environnement dans les chaînes de production, montre à quel point les responsables po-

litiques de l'UE sont sous l'influence des multinationales. De cette manière, et avec la complicité de l'UE, les grandes entreprises du Nord global continuent à imposer un mode de domination aux relents coloniaux, qui fait des travailleur-euses du Sud global une main-d'œuvre exploitable à souhait.

Si nous voulons jeter les fondements d'un monde solidaire, ce mode d'exploitation doit cesser. Le pouvoir politique doit reprendre le dessus sur le pouvoir économique, car pour ce dernier les ressources naturelles et les ressources humaines ne sont que des moyens pour augmenter sa richesse et faire profiter les actionnaires.

- 1. déi Lénk combat toute forme d'impérialisme politique, militaire et économique et s'engage pour une Europe pacifiste qui défend les droits humains et le droit international dans le monde, sans paternalisme et sans deux poids deux mesures.**
- 2. déi Lénk veut renforcer le dispositif diplomatique de l'UE et s'engager pour un règlement pacifique et négocié des conflits.**
- 3. déi Lénk veut dénoncer les traités de libre-échange actuels ultralibéraux, qui servent avant tout les intérêts commerciaux des multinationales et mettre en œuvre une politique commerciale coopérative basée sur des standards sociaux et environnementaux élevés.**
- 4. déi Lénk veut que les entreprises européennes soient tenues responsables pour les violations des droits humains, des droits sociaux ou des standards environnementaux dans leurs chaînes de production.**
- 5. déi Lénk veut limiter les dépenses militaires au minimum nécessaire pour une politique purement défensive et interdire les ventes d'armes à des gouvernements qui ne respectent pas les droits humains ou le droit international.**

11.

Démanteler la forteresse Europe et en finir avec le repli sur soi.

L'Europe vieillit, et elle vieillit mal. Contrairement à ce qu'affirment les agitateurs d'extrême droite, nous avons besoin d'immigration. Par conséquent nos frontières doivent rester ouvertes et nous devons défendre le droit d'asile qui est une obligation internationale et humanitaire. Il ne faut pas céder aux sirènes de discours simplistes et il est alarmant que la droite modérée, voire certains partis de gauche, commencent à tomber dans le piège de l'extrême droite. L'immigration n'est pas un danger pour la prospérité de l'Europe, elle en est le garant.

Tout en luttant contre les causes de la migration involontaire dont les causes principales sont la pauvreté, la répression, les conflits et, désormais, le changement climatique, il est indispensable de démanteler la forteresse Europe et d'en finir avec le repli sur soi qui nourrit les pires instincts politiques. Actuellement, l'Union européenne fait fausse route. Non seulement elle traite l'immigration essentiellement comme un problème sécuritaire, mais elle agit aussi contrairement aux droits humains. La réforme récente de la politique de l'immigration instaure une politique qui mènera inévitablement à des prisons à ciel ouvert où seront enfermées des personnes, dont des enfants, qui n'ont commis d'autre crime que de fuir la guerre, la répression ou la misère.

La Méditerranée doit cesser d'être un vaste cimetière et la honte de l'Europe. Il faut arrêter d'empêcher les bateaux des ONG de porter secours aux migrant·es en détresse et redéployer les forces navales des pays de l'Union pour les aider. L'agence européenne de garde-frontières FRONTEX doit être remplacée par une agence humanitaire aux frontières agissant en étroite collaboration avec la Cour européenne des droits humains et l'ONU afin d'éviter les violations des droits humains. Au lieu de coopérer avec des pays tiers dictatoriaux pour empêcher la migration et de se rendre ainsi complice de crimes contre l'humanité, l'UE doit au contraire mettre en place des couloirs humanitaires et des schémas d'immigration légaux. L'accueil des réfugiés de guerres ou politiques est une obligation découlant du droit international à laquelle l'UE ne peut se soustraire. D'ailleurs il faudrait reconnaître un droit similaire aux réfugiés économiques qui sont souvent aussi victimes de conflits et du changement climatique.

Nous avons besoin d'une répartition juste et solidaire des réfugié·es entre les membres de l'UE et pour cela l'abrogation des accords de Dublin est indispensable. L'accueil et les systèmes d'asile doivent être harmonisés vers le haut et l'accès au marché de l'emploi doit être garanti. Il en découle aussi une régularisation rapide des travailleur·euses sans-papiers après six mois de résidence. Finalement, il est indispensable d'arrêter les déportations forcées vers des pays qui ne sont sûrs que dans l'imagination de technocrates qui n'y ont jamais mis les pieds.

1. **déi Lénk veut rompre avec l'idéologie de la Forteresse Europe et cesser de traiter la question des migrations comme un problème de sécurité.**
2. **déi Lénk s'engage pour combattre les causes de la migration involontaire (pauvreté, conflits, répression, changement climatique, etc.), notamment à travers un partenariat de développement ambitieux d'égal à égal avec les pays d'Afrique.**
3. **déi Lénk défend le droit d'asile, le statut de réfugié·e et le droit au regroupement familial.**
4. **déi Lénk veut abroger les accords de Dublin et les remplacer par un accord de répartition solidaire et équitable des réfugié·es entre les pays de l'UE, tout en garantissant des conditions d'accueil dignes dans toute l'UE.**
5. **déi Lénk veut mettre en place des schémas d'immigration légale et régulée et régulariser les travailleur·euses sans-papiers après six mois de résidence.**

12.

Les services numériques ont besoin de règles.

Il est désormais inutile de parler de numérisation galopante ou de numérisation en cours. Nous vivons d'ores et déjà dans un monde numérisé. Certes, les technologies se développeront et de nouveaux horizons s'ouvriront, mais la numérisation est une réalité dont seules les modalités fluctueront.

Ce que toutes les études constatent en revanche, c'est l'existence d'une fracture numérique qui épouse parfaitement la ligne de la fracture sociale. Les questions qui se posent d'abord sont celles de l'accessibilité et de l'éducation numérique afin de refermer cette fracture qui risque de diminuer les chances de réussite de jeunes issus de milieux défavorisés ou encore les personnes du troisième âge. Afin que chaque personne puisse pleinement participer à la société numérique, déi Lénk s'engage pour un accès de base gratuit aux outils, à l'Internet et aux services numériques et de télécommunication.

Pour une utilisation efficace et sécurisée qui permettra aux utilisateurs de devenir des acteur·trices informé·es plutôt que des consommateur·trices passif·ives qui subissent l'avalanche de fake news, il faut mettre les bouchées doubles dans le domaine de l'éducation numérique. Cette éducation ne doit pas se cantonner aux fonctionnalités qu'offrent les outils et les services. Bien au contraire, elle doit inclure des volets sur les enjeux sociaux et environnementaux liés aux technologies numériques ainsi qu'un pan important sur la protection des données.

Or, une utilisation responsable et respectueuse des travailleur·euses et de l'environnement n'est possible qu'avec des critères sociaux et environnementaux strictes pour tous les services proposés sur le territoire européen, quel que soit le lieu d'implantation des prestataires. Comme tout marché, celui des services numériques a besoin de règles pour empêcher les abus et ainsi protéger les consommateur·trices.

Il va sans dire que cela s'applique également à toute nouvelle technologie. L'intelligence artificielle, qui commence déjà à faire partie du quotidien de beaucoup de travailleur·euses et de ménages, recèle un potentiel énorme dans des domaines aussi importants que la santé par exemple. Mais elle est aussi rapidement devenue l'outil de prédilection de manipulateur·trices de tous bords. Bien que les chantres du néo-libéralisme rechignent à la réglementation pour garantir la sacro-sainte compétitivité des entreprises dans ce domaine relativement nouveau, le potentiel nocif de l'IA nécessite des règles contraignantes pour garantir une utilisation éthique et transparente. L'IA pose aussi l'épineux problème de la responsabilité en cas de dommages. L'UE doit au plus vite proposer un cadre légal efficace pour résoudre ce problème.

Aujourd'hui, ce sont les multinationales qui régissent le marché du numérique. Comme elles sont avides de profit, leurs services sont chers et leurs technologies protégées par des licences et des armées d'avocats. Ce qui empêche un accès universel à ces technologies pourtant indispensables aujourd'hui. Il faut briser les monopoles et militer pour des normes techniques ouvertes et le recours aux logiciels libres. Ce qui permettra non seulement un accès universel aux services et technologies numériques, mais aussi une stimulation de l'innovation grâce aux normes techniques ouvertes.

- 1. *déi Lénk veut garantir à tous les citoyen·nes un accès de base gratuit aux outils et services numériques et de télécommunication et exige une éducation numérique plus poussée au sein de l'UE pour permettre aux citoyen·nes d'être des acteur·trices politiques et non de simples consommateur·trices.***
- 2. *déi Lénk veut imposer des critères sociaux et environnementaux pour tous les services numériques offerts sur le territoire européen.***
- 3. *déi Lénk exige l'adoption d'une réglementation européenne ambitieuse pour encadrer les services et produits basés sur l'intelligence artificielle (AI).***
- 4. *déi Lénk veut casser les monopoles des conglomérats numériques (Google, Amazon, Microsoft, Twitter, Apple et autres) et favoriser le développement et le recours aux logiciels libres.***

13.

Garantir les droits des femmes et des personnes LGBTIQ+.

L'extrême droite s'est renforcée dans tous les États membres. Sa présence au sein même des institutions de l'UE est désormais banalisée, tout comme son discours ouvertement raciste qui cible les minorités et en particulier les réfugié·es et les migrant·es. L'extrême droite représente également un danger pour les droits des femmes et les personnes LGBTIQ+. Les exemples pour souligner ces dérives sont légion. En 2020, la Pologne et la Hongrie ont fait valoir leur droit de veto pour bloquer un budget européen parce que le versement des fonds était conditionné, entre autres, à la lutte contre les discriminations liées au genre. En 2024, la France et l'Allemagne édulcorent la directive contre les violences sexuelles parce qu'elle prévoyait une inversion de la charge de preuve en cas de viol.

En parallèle nous assistons à des attaques répétées avec une intensité toujours croissante contre le droit à l'IVG. Parmi les 27 pays de l'Union, 24 pays permettent toujours au personnel médical de refuser un avortement à leurs patientes. D'autres pays, comme la Pologne, ont considérablement durci les conditions d'accès. Malte va encore plus loin et ne permet l'IVG que sous deux conditions bien spécifiques. L'IVG est un acquis de plus en plus fragilisé de la lutte féministe. Dès lors, le droit de libre accès à l'IVG devrait être inscrit dans la Charte des droits fondamentaux.

D'autres idées progressistes, comme la reconnaissance du féminicide en tant que violence extrême envers les femmes fondée sur le genre, sont combattues avec acharnement. Au Grand-Duché, déi Lénk est le seul mouvement politique qui milite pour la reconnaissance et l'inscription du féminicide dans le Code pénal. La Belgique et l'Espagne ont déjà légiféré dans ce sens, le reste de l'Europe est clairement à la traîne. Le même constat vaut pour l'accueil et la protection des demandeur·euses d'asile victimes de violences et persécutions basées sur le genre. Or, les signataires de la Convention d'Istanbul s'engagent à instaurer une protection catégorique des réfugié·es concerné·es. S'y ajoute que les modalités d'accueil ne tiennent pas compte de la réalité des violences fondées sur le genre. En effet, les structures d'accueil ne mettent pas en place de protection spéciale pour les femmes et les personnes LGBTIQ+ pour empêcher ces violences.

Nous constatons également que les violences contre les personnes LGBTQ+ sont en forte hausse en Europe. Les gouvernements réactionnaires qui sont aux manettes dans certains pays européens ne font rien pour empêcher ces violences et mènent une politique qui stigmatise les personnes LGBTIQ+. Ainsi, le mariage homosexuel n'est autorisé que dans 16 pays de l'UE et beaucoup de pays refusent encore l'homoparentalité. L'accès aux thérapies et interventions médicales dans une perspective d'autodétermination en matière d'identité de genre, d'orientation sexuelle et d'identité de sexe, n'est pas garanti dans toute l'UE. Force est de constater que les femmes et les personnes LGBTIQ+ subissent toujours d'importantes discriminations et que les pays, bien souvent, ne respectent pas leurs engagements internationaux afin de protéger davantage les femmes et les personnes LGBTIQ+.

déi Lénk milite pour Union européenne qui garantit l'égalité entre les genres. Le droit à l'autodétermination de la femme ne peut être mise en cause par aucune autorité politique, culturelle ou religieuse.

- 1. déi Lénk veut faire de l'IVG un droit fondamental à inscrire dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.**
- 2. déi Lénk s'engage pour l'adoption d'une législation commune en matière de lutte contre le féminicide, conformément au paquet de mesures et démarches de l'European Institute for Gender Equality.**
- 3. déi Lénk veut renforcer les mesures d'ordre législatif et autres donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).**
- 4. déi Lénk exige que les demandeur·euses d'asile victimes de violences fondées sur le genre bénéficient du statut de réfugiée dans les cas où il a été établi que la crainte de persécution est fondée sur l'un ou plusieurs de ces motifs.**
- 5. déi Lénk veut autoriser le mariage homosexuel dans l'ensemble des États européens et en garantir le droit par son inscription dans la Charte européenne des droits fondamentaux.**
- 6. déi Lénk veut garantir le droit à l'autodétermination en matière d'identité de genre, de santé sexuelle et de droits reproductifs, interdire des thérapies de conversion de genre et d'orientation sexuelle et faire reconnaître la co-parentalité de fait dans tous les États membres de l'Union européenne.**
- 7. déi Lénk encourage l'adoption d'une directive européenne contre toutes les discriminations fondées sur la classe sociale, les convictions religieuses, le genre, l'orientation sexuelle et l'identité ou l'expression de genre.**
- 8. déi Lénk veut augmenter le financement de la recherche pharmaceutique et médicale adaptée aux besoins des femmes et des personnes LGBTQIA+.**



ZESUMMESTOEN.

STAND TOGETHER.

FAIRE BLOC.

www.dei-lenk.lu

dei Lénk 